

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

**Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes in
Africa**



MEDIA MONITORING

17 June 2015

OP-ED

En finir avec le dogme de la limitation des mandats présidentiels en Afrique

OP-ED

Source: Jeune Afrique (France)

Par Yann Gwet

16 Juin 2015 - Yann Gwet est un entrepreneur et essayiste camerounais. Diplômé de Sciences Po Paris, il vit et travaille au Cameroun.

Le débat sur le respect de la limitation des mandats présidentiels agite les sociétés de plusieurs pays africains depuis quelque temps. Il devrait se poursuivre dans les mois qui viennent. La ligne de fracture est claire : d'un côté les citoyens, dans leur majorité, exigent de leurs dirigeants qu'ils se conforment aux prescriptions de la Loi fondamentale de leurs pays respectifs ; de l'autre plusieurs leaders sont tentés de passer en force, pour des raisons souvent floues.

Le débat sur la limitation des mandats présidentiels est en réalité un débat sur l'organisation des systèmes politiques et la démocratisation des pays africains, et il est regrettable que les sociétés civiles africaines s'en emparent uniquement en période pré-électorale.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Regrettable parce qu'en raison du timing, ce débat est mené par le petit bout de la lorgnette, avec un risque de confusion. Les constitutions de plusieurs pays d'Afrique (notamment francophones) limitent en effet à deux le nombre des mandats présidentiels. Lorsque les sociétés civiles africaines s'arc-boutent sur le respect de cette disposition, elles donnent le sentiment, au-delà de la question de principe, que la limitation des mandats présidentiels est justifiée de tous temps, en tous lieux, indépendamment du stade de développement d'une société, des besoins spécifiques de chaque pays, de la qualité du Président en exercice. Vraiment?

Soit. Mais alors pourquoi deux (pas un, ni trois, encore moins quatre) mandats, est-on tenté de se demander. D'où vient ce chiffre fétiche?

La réponse est simple: les constitutions des pays de la plupart des pays d'Afrique subsaharienne sont inspirées de constitutions occidentales (en particulier celle de la France dans le cas des pays d'Afrique francophone). Mais là où celles-ci résultent d'une histoire longue, de trajectoires historiques spécifiques, d'une réflexion sérieuse sur la forme de gouvernement la plus adéquate pour créer une société prospère et harmonieuse, celles-là sont artificielles et comptent souvent au rang des vestiges de l'époque coloniale.

Évidemment le risque, lorsqu'une Constitution a été léguée plutôt que librement façonnée par la volonté populaire, est que les imperfections voire les errements de la Constitution mère se retrouvent dans la Constitution fille. À ce moment, sacraliser celle-ci revient à sacraliser les imperfections de celle-là.

La limitation des mandats présidentiels, à deux qui plus est, illustre en partie ce phénomène. Aux États-Unis, plus vieille démocratie représentative au monde, la constitution de 1787 ne prévoyait aucune limitation des mandats présidentiels. Les pères fondateurs des États-Unis, en particulier Alexander Hamilton, avaient mûrement réfléchi à cette question et estimaient que la limitation des mandats favoriserait des comportements contraires à l'intérêt du pays et nuirait à la nécessaire stabilité du gouvernement. Ronald Reagan pensait quant à lui qu'en démocratie seul le peuple souverain est habilité à limiter le mandat des présidents. N'est-ce pas la raison d'être du vote?

C'est George Washington qui, épuisé par une longue carrière consacrée au service public, décida de se limiter à deux mandats présidentiels et initia ainsi ce qui devint une tradition. En effet les présidents américains successifs marchèrent sur ses traces, jusqu'à l'arrivée du Démocrate Franklin Delano Roosevelt (FDR). Celui-ci fut élu à quatre reprises (les deux derniers mandats en 1940 et 1944), ce qui, il faut croire, irrita les Républicains. En 1947, majoritaires dans les deux chambres, ceux-ci s'allièrent aux

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Démocrates du Sud des États-Unis (qui s'étaient opposés au New-Deal de FDR) pour faire voter, au terme de débats brefs, le 22e Amendement à la Constitution qui limite formellement à deux le nombre de mandats présidentiels aux États-Unis.

Il faut noter qu'à l'époque cette disposition était vue comme un moyen de discréditer l'héritage de FDR. La limitation des mandats présidentiels aux États-Unis résulte donc de manœuvres politiciennes. On peut d'ailleurs imaginer que si George Washington avait décidé de se limiter à trois mandats plutôt que deux, le 22e Amendement aurait limité à trois le nombre de mandats présidentiels. Et peut-être qu'aujourd'hui les opinions publiques africaines exigeraient des dirigeants qu'ils se limitent à trois mandats, pas plus !

Plusieurs dirigeants africains de notre époque ont un goût immodéré du pouvoir. La tentation de les contraindre constitutionnellement est donc compréhensible, et le souhait d'une majorité des opinions africaines de les voir respecter la Loi Fondamentale de leurs pays est légitime. Pour autant, le combat pour le respect de la limitation des mandats présidentiels ne doit pas empêcher la réflexion sur la pertinence de cette disposition constitutionnelle. Dans certains cas le départ des dirigeants, et donc le respect de la limitation des mandats, va dans le sens de l'intérêt du pays. Dans d'autres, la limitation des mandats peut mettre un coup d'arrêt à l'œuvre transformatrice de leaders d'exception, avec un risque de retour en arrière.

La majorité des États d'Afrique subsaharienne sont en construction. À ce stade, il est probable – si la question se pose ainsi – qu'ils aient davantage besoin de leaders exceptionnels – certes rares par définition – que de contraintes constitutionnelles fortes. Par conséquent pour compréhensible qu'elle soit, la volonté de se débarrasser de potentats illégitimes devrait s'accompagner du souci de donner le temps à des leaders d'exception de transformer leur pays. À cet égard les constitutions pourraient conditionner la possibilité de se représenter après deux mandats à la tenue d'un référendum populaire. On en reviendrait au peuple, seul juge légitime en démocratie.

Si la question de la possibilité ou non de postuler à la magistrature suprême doit être tranchée par les peuples, alors le véritable débat n'est pas tant celui de la limitation des mandats que celui de la tenue de scrutins libres, transparents, incontestables. Ou comment s'assurer que les peuples s'expriment librement et que leur voix soit entendue fidèlement.

J'entends les réserves: organiser un référendum est coûteux. Peut-être, mais pas quand le destin d'un pays est en jeu.

En tout état de cause, la question de la limitation des mandats présidentiels devrait être au centre du débat public des pays africains davantage en période non-électorale qu'en

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

période électorale. Cela laisserait le temps de l'approcher dans toute sa complexité ; cela permettrait de la replacer dans le cadre plus large du nécessaire débat sur l'organisation des systèmes politiques africains ; cela contribuerait à apaiser l'atmosphère des périodes pré-électorales. La paix et la stabilité des pays africains y gagneraient assurément.

DRC

Congo-Kinshasa: Mobile Court Delivers Justice for Victims of Sexual Violence in DRC

NEWS STORY

Source: KRL International LLC (<http://allafrica.com/stories/201506161697.html>)

Bunia, DRC, 16 June 2015 - After hearing 65 cases of alleged sexual violence, an innovative mobile civilian court system has concluded its proceedings last week in Bunia, Democratic Republic of Congo. Forty-six men were convicted for committing acts of sexual violence against adults and children near the border with Uganda. Thirteen defendants were found not guilty, and six cases were sent back to the prosecutor requiring additional information. Those convicted are facing between seven and 15 years in prison.

Over the past month, the Grand Tribunal of Bunia has held public trials in the capital of Ituri District, servicing an area that spans over 25,000 square miles with a mobile court system. These hearings have accelerated a legal process often criticized for its sluggishness, sometimes granting the accused ample time to flee prosecution. Outside of provincial capitals, victims of sexual violence often lack access to court rooms and judges.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Former Congo Rebel Leader's ICC Trial to Start in July

NEWS STORY

Source: AP

16 June 2015 - The International Criminal Court says the trial of former Congo militia leader Bosco Ntaganda will start in July, weighing charges including murder, rape and using child soldiers.

The court set the date Tuesday, a day after rejecting the idea of beginning the case in the Democratic Republic of Congo, saying it could prove too traumatic for victims.

Ntaganda's trial had been set to start June 2, but was postponed as judges considered holding hearings close to the scene of his alleged crimes.

After rejecting the idea, judges set July 7 as the date for opening statements to begin in The Hague.

Ntaganda is charged with involvement in atrocities in the eastern Congolese province of Ituri from 2002-2003. His lawyer has said the case against Ntaganda has "no foundation."

RDC: à Kinshasa, tout finit par des questions

OPINION

Source: Jeune Afrique

Par François Soudan

16 juin 2015 - « Je ne vais pas baisser la garde aussi facilement... » Dans le petit salon bleu de sa résidence kinoise, climatisation poussée au maximum, Joseph Kabila vient de me renvoyer dans mes buts alors qu'en ce dimanche de Pentecôte finissant je tente d'obtenir de lui ce que tout journaliste recherche en pareille occasion : une interview.

Bottines, blouson, jean, sourire de sphinx et regard d'aigle, celui qui préside depuis quinze ans aux destinées du ventre de l'Afrique a fait de son absence de communication une technique de pouvoir. Il écoute beaucoup, parle peu, se confie encore moins, plisse les yeux quand il réfléchit comme pour mieux soupeser chaque phrase, dédaigne les communicants dont raffolent certains de ses pairs et ne juge pas utile d'employer un porte-parole. Question de tempérament, d'introversité naturelle

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

sans doute, mais aussi d'expérience : avoir été tant de fois trompé, trahi, abusé depuis ce jour de janvier 2001 où il tomba au pouvoir sans parachute comme une balle de ping-pong sur un jet d'eau a forgé chez lui une assez piètre idée de la classe politique congolaise et suscité une méfiance tenace à l'encontre de ses hôtes étrangers, aussi empressés à quémander une audience que prompts à déformer ensuite ses propos. Jacques Chirac en son temps, John Kerry il y a un an ont tous deux publiquement regretté que ce chef d'État soit aussi taiseux face aux médias : « Dommage, il a tant à dire ! » On ne refera pas Joseph Kabila. En quarante minutes d'entretien en tête à tête, cette fin d'après-midi du 24 mai, avec un homme que je n'avais pas revu depuis sept ans, aucun scoop, aucune confidence particulière, mais une amorce de certitude encore diffuse : 2016 ne sera pas l'année de son dernier mot. Je peux certes me fourvoyer et, comme tous les Congolais, qu'ils soient proches du pouvoir ou de l'opposition, comme les collaborateurs de Joseph Kabila souvent plongés dans des abîmes de perplexité, j'en serai réduit à scruter ses silences et à spéculer, pendant de longs mois encore, sur son hypothétique plan secret.

Dialogue national

Pour l'instant, la candidature ou non de Joseph Kabila à la présidentielle de novembre 2016 n'est pas, ou plus, au cœur du débat. Pour le pouvoir, la question est inopportune et inactuelle. Pour l'opposition, elle ne s'est jamais posée puisque inenvisageable. L'intéressé, lui, n'en dit mot, convaincu que s'il s'exprime dans un sens ou dans l'autre le pays deviendra vite ingouvernable. Si le président congolais a eu la bonne idée d'ouvrir à la fin de mai un dialogue national avec ce qu'il est convenu d'appeler les forces vives de la nation – auquel l'opposition radicale a décidé de ne pas participer – c'est donc pour parler d'autre chose. En l'occurrence, du calendrier électoral proposé par une Commission électorale nationale indépendante de 13 membres (6 nommés par le pouvoir, 4 par l'opposition, 3 issus de la société civile) et dont le président, l'abbé Malumalu, souvent absent du pays ces temps-ci pour raisons de santé, est crédité d'avoir organisé en 2006 les meilleures élections qu'ait connues le Congo depuis l'indépendance. Aux yeux de l'opposition, ce chronogramme très serré qui prévoit de tenir une demi-douzaine de scrutins provinciaux, locaux et communaux avant la présidentielle et les législatives, le tout en dix-huit mois, avec un fichier toiletté et au coût estimé à plus de 1 milliard de dollars, est inapplicable. Sauf à imaginer – le climat de défiance est tel à Kinshasa qu'il s'agit là d'une certitude pour les anti-Kabila – que le pouvoir cherche à faire déraiper le calendrier au-delà de 2016, un « glissement » dit-on ici, forcément conflictogène. Dans son bureau de ministre de l'Intérieur, entre deux rendez-vous avec les chefs de la police de la capitale, le Kasaien Évariste Boshab s'insurge contre cette « vision paranoïaque des choses ». Pour l'ancien secrétaire général du parti présidentiel, « il faut terminer le cycle électoral de 2011 et organiser, au

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

minimum, les provinciales d'où sont issus les gouverneurs et les sénateurs. Pour les populations, l'élu local est plus important que le président de la République, surtout quand on vit à mille kilomètres de Kinshasa ».

En arrière-plan se dessine un rapport des forces plus complexe qu'on le croit souvent. L'opposition congolaise, pour pugnace qu'elle soit, est minée par ses querelles de leadership et l'incapacité de certains de ses leaders à passer la main. Le « líder máximo » Étienne Tshisekedi a 82 ans, le modéré Kengo wa Dondo, président du Sénat, 80 ans, et Jean-Pierre Bemba, l'homme de l'Ouest, maintient ce qui reste de son parti en apnée depuis sa cellule de la prison de Scheveningen, en attendant l'ouverture de son procès prévue pour le 29 septembre prochain. Quant à Vital Kamerhe, qui fut le seul de ce quatuor à jouer un rôle et à prendre des risques lors des troubles de la fin du mois de janvier à Kinshasa, il est sans cesse sommé d'apporter la preuve de sa sincérité, face à des partenaires qui lui rappellent en permanence son passé d'attaquant de pointe du kabilisme. Aux côtés de ces poids lourds, qui disposent dans la capitale, mais aussi à l'intérieur du pays, d'une capacité de mobilisation certaine sur fond de fracture est-ouest ouverte lors des élections de 2006 et jamais refermée depuis, se tient toute une cohorte de francs-tireurs embusqués, parfois au sein même de la mouvance présidentielle. Le cas le plus emblématique est celui du désormais ex-gouverneur du Katanga (depuis le redécoupage des provinces, passées de 11 à 26, adopté en mars par le Parlement), Moïse Katumbi. Celui qui vise, sans pour l'instant le dire tout à fait, la succession de Kabila dispose d'une force de frappe financière considérable – contrairement aux chefs de l'opposition qui, tous, tirent la langue. Il a donc une carte à jouer et la possibilité d'acquiescer des alliances, à condition de faire accepter par les Congolais l'hypothèse qu'un troisième président successif originaire de la même province minière puisse les diriger, ce qui est loin d'être acquis.

Choc des ego et des ambitions

Même s'il est le seul à pouvoir revendiquer une implantation nationale, le Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD), la formation de Joseph Kabila, n'est guère en meilleure forme. Son nouveau secrétaire général, le Lushois Henri Mova Sakanyi, 52 ans, un universitaire reconnu, auteur d'une thèse sur « L'Ordre de Yalta à l'épreuve de la mondialisation », qui fut militant des droits de l'homme sous Mobutu, parolier de chansons patriotiques, ministre puis ambassadeur, hérite d'un parti désorienté au sein d'une majorité présidentielle qui est plus une fédération qu'un mouvement cohérent. « Mon objectif : recoller aux masses, rassembler les forces du régime », explique cet admirateur de Lumumba et du Mzee Laurent-Désiré Kabila, qu'il a rejoint en 1997. Vaste tâche, tant les ego et les ambitions, ici aussi, s'entrechoquent. À commencer par ceux du président de l'Assemblée, Aubin Minaku, et du Premier ministre, Augustin Matata Ponyo. Dommage, car ils sont complémentaires. Le premier

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

est un fin politique, qui n'a pas hésité à faire entendre sa différence lors de la crise de janvier en critiquant sur Twitter l'intervention musclée de la police et en désavouant le projet de loi électorale subordonnant l'élection présidentielle à l'achèvement du recensement général de la population. Tout en assurant de sa loyauté envers le chef, ce brillant magistrat de 50 ans, originaire du Bandundu, ancien élève des jésuites, se dit « prêt à assumer n'importe quelle fonction dans ce pays ». Le second est un gestionnaire compétent qui, quoi qu'on en dise, n'est pas pour rien dans le fait que le régime Kabila II soit le plus efficient en termes de reconstruction et de résultats macroéconomiques que le Congo ait connu en près de quarante ans. Certes, les inégalités sociales, le niveau des salaires réels, l'accès au marché du travail et le taux de corruption demeurent préoccupants, mais l'hôte à cravate rouge de la primature, qui vient de conclure un partenariat avec l'université Harvard et fait auditer son cabinet par KPMG, préfère parler parcs agro-industriels, mégabarrage d'Inga III, inflation à 1 %, guichet unique, baisse du taux de pauvreté et création de mille écoles. Au moins y a-t-il quelque chose de consistant à mettre du côté positif de la balance, du rarement vu en RD Congo depuis des lustres.

Pouvoir comme opposition, chacun doit composer avec cette troisième force hors système (ce qui ne signifie pas forcément autonome) qu'est la société civile. Si les Églises kimbanguiste et protestante (ou issues du protestantisme comme les évangéliques et l'influente Église du Christ au Congo) sont considérées comme favorables à l'actuelle majorité, la puissante Église catholique, elle, a son propre agenda politique. En 2006, le cardinal-archevêque de Kinshasa, Frédéric Etsou, avait ouvertement pris position pour le candidat Jean-Pierre Bemba. Une décennie plus tard, son successeur, Laurent Monsengwo, souffle le chaud et le froid: proche de Léon Kengo wa Dondo, il participe au dialogue engagé par le président; conciliateur au-dessus de la mêlée, il laisse la conférence épiscopale prendre fait et cause pour les émeutiers de janvier et la très médiatique poignée de jeunes activistes néocitoyens de Filimbi et de Lucha. La proximité de ces derniers, dont les mésaventures ont défrayé la chronique en janvier, avec les chancelleries occidentales et tout particulièrement l'administration américaine agace l'ambassadeur Séraphin Ngwej, conseiller diplomatique de Joseph Kabila: « La communauté internationale ne dit rien à Kagamé ou à dos Santos, rien aux pays du Golfe ou à la Chine, mais elle se complaît dans le Congo bashing. » Nul doute que les énièmes leçons de gouvernance dispensées au début de juin par un émissaire américain de passage (le secrétaire d'État adjoint à la Démocratie et aux Droits de l'homme Tom Malinowski), lequel venait d'ailleurs de Brazzaville où il a décliné le même message, n'ont fait que renforcer ce sentiment. Un deux poids, deux mesures qui n'est pas pour rassurer un Joseph Kabila dont on oublie un peu vite que, puisqu'il contrôle l'usage légitime de la force et l'appareil sécuritaire, rien ne pourra se faire sans lui ni contre lui. Croisé juste avant de quitter Kinshasa, son

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

frère cadet (et quasi-sosie) Zoé, homme d'affaires et député aussi discret que secret, à qui la rumeur publique prête régulièrement les frasques les plus fantaisistes et qui préfère en sourire, confie dans un soupir : « J'espère que le prochain président saura maintenir notre unité. » Question : « Comptez-vous demander à votre frère de demeurer au pouvoir ? » Réponse : « Ce n'est pas à moi de le faire, c'est aux Congolais. Et qui vous dit qu'il le souhaite ? » En RDC, ces jours-ci, tout finit toujours par des questions...

RWANDA

Rwanda ruling party approves Paul Kagame third term bid

NEWS STORY

Source: The African Report (<http://www.theafricareport.com/East-Horn-Africa/rwanda-ruling-party-approves-paul-kagame-third-term-bid.html>)

16 June 2015 - Rwanda President Paul Kagame's bid to run for a third term has been endorsed by senior members of the country's ruling party, paving the way for a constitutional amendment.

The ruling Rwanda Patriotic Front (RPF) approved the bid even though the country's constitution provides for two presidential term limits.

RPF issued a statement on Monday backing a constitutional change after about 600 high-ranking members held a two-day retreat in the capital Kigali.

"Based on the wishes of Rwandans and party members that have been recently expressed, we support that the [constitution]... should be amended," the RPF statement read.

Kagame is coming to the end of his second seven-year term and has argued that the constitution had been drawn up by the people and they can determine any changes to the charter.

Instead of an opposition, over 3.6 million people signed a petition urging parliament to change the constitution to allow Kagame to run.

In early April, he said he disagreed with initiatives to amend the constitution but was "open" to being convinced otherwise.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

However, observers say most of the people who signed the petition did so under duress.

Kagame has since addressed the claims.

"If the allegations that some people have been forced are true, that's a concern and you should also have that concern," Kagame told RPF members.

Kagame's critics say he tramples on media and political freedoms, and does not deserve a third term.

But supporters argue Rwanda has made significant progress since the 1994 genocide and Kagame would transform the country into a middle-income country by 2020.

While Rwanda has remained relatively peaceful under Kagame's leadership and the RPF's plan for a third term, neighbouring Burundi under similar circumstances has declined into civic unrest.

Burundi President Pierre Nkurunziza expressed interest in a third term bid on April 25 and the announcement triggered weeks of violent protests by opponents who said the move violated the constitution.

But analysts do not anticipate a similar eruption in Rwanda if Kagame runs again.

BURUNDI

AU summit rejects Burundi poll date

NEWS STORY

Source: African News Agency (SA)

Johannesburg, 16 June 2015 - African leaders meeting for the African Union (AU) summit here have implicitly rejected Burundi President Pierre Nkurunziza's decision to hold presidential elections on July 15 – in which he plans to run again. The leaders threw open the date of the elections to negotiations between the government, opposition and other parties.

The AU's Peace and Security Council, meeting here at heads of state level, decided that the AU would only send election observers to the Burundi elections "if conditions for

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

the organisation of free, fair, transparent and credible elections, in accordance with the African Charter on Democracy, Elections and Governance, are met”.

Violent street protests and an aborted military coup erupted in Burundi after Nkurunziza announced in April that he would seek a third term as president, despite two-term limits in the country’s constitution and in the Arusha agreement which established the framework for democracy in Burundi after the long civil war which ended in elections in 2005.

After intervention by the AU and the East African Community (EAC), Nkurunziza agreed to postpone the presidential elections from June 26 and to set a new date in negotiations with the opposition and civil society. Then last week he abruptly announced elections would take place on July 15.

But the AU Peace and Security Council implicitly overrode this date in its communiqué at the summit when it said “the date of the election shall be set by consensus between the Burundian parties”. This would also take into account EAC decisions calling for the postponement of the elections and the results of a technical assessment to be undertaken by the UN.

The consensus would be the outcome of a dialogue between all the Burundian parties to create the conditions for acceptable elections. This should start within one week under the facilitation of the AU, the UN, the EAC and the International Conference of the Great Lakes Region (ICGLR), supported by the international community.

Opposition parties in Burundi have reportedly welcomed the decision that they will have to agree to a new date for elections. Nkurunziza is not attending the AU summit so his response is not clear.

AU Peace and Security Commissioner Smail Chergui made clear on Monday that creating the conditions for free, fair, transparent and credible elections which the AU would be prepared to observe would also include agreement on whether Nkurunziza should be a candidate for the elections.

The conditions should emerge from the all-parties dialogue, he said at a press conference. The dialogue agenda would include human rights, the free movement of people, free expression, including for media, security, the delay of elections “and indeed the candidature of the president for a new term”.

“Everything should be in the dialogue I hope the Burundians will find a way to avoid the crisis, if the conditions are met.”

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

The AU Peace and Security Council also decided on the immediate deployment of AU human rights observers and other civilian personnel to Burundi as well as the deployment of AU military experts to verify the process of disarming militias and other armed groups.

AU Commission chairperson Nkosazana Dlamini Zuma has very clearly stated previously that Nkurunziza should not run for a third term but the AU at this summit has been less explicit.

Yet US assistant secretary of state for Africa Linda Thomas-Greenfield praised the AU for being “extraordinarily strong in its efforts to press Nkurunzizi and other countries on the continent on the question of third term...the chairperson has made a strong statement that indicates her position and the position of the AU that Nkurunziza should not be seeking a third term and expressing concern about the deteriorating security situation in the country. “

Thomas-Greenfield said the US had also expressed its disagreement to Nkurunziza and other leaders seeking to amend their constitutions to seek third terms.”We have encouraged them not to do that.”

She noted at a press briefing on the sidelines of the summit that a recent poll had showed that the people of 34 African countries had indicated that they wanted presidential term limits and changes of power.

Burundi: la présidence désapprouve les recommandations de l'Union Africaine

ARTICLE

Source: Agence d'Information d'Afrique central

Par Fiacre Kombo

Les chefs d'Etat africains réunis à Johannesburg, avaient suggéré ce lundi 15 juin, l'envoi au Burundi d'une mission d'observation des droits de l'homme et d'expertise militaire en vue de désarmer les milices, et souhaiter la révision du calendrier électoral.

16 Juin 2015 - « Nos chefs d'Etat ont décidé le déploiement immédiat d'observateurs de droits de l'Homme et d'experts militaires. Nous espérons déployer au moins 50 personnes. Nous discutons avec le gouvernement, et la réponse est positive pour

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

l'instant. », avait pourtant assuré le commissaire à la Paix et à la Sécurité de l'UA Smaïl Chergui.

Le commissaire de l'UA a par ailleurs annoncé l'envoi d'une mission d'observation pour superviser le déroulement des élections attendues. Mais le président Pierre Nkurunziza n'a pas attendu l'envoyé spécial de l'UA, Ibrahima Fall, qui devait se rendre à Bujumbura dans les jours à venir, pour répondre à ses pairs africains. Lors d'une visite des ministres des pays africains ce lundi à Bujumbura, la présidence burundaise a profité pour donner sa position, eu égard aux recommandations du sommet des chefs d'Etat de l'UA.

Au sujet de l'envoi d'observateurs des droits de l'homme et d'experts militaires, ainsi qu'une mission d'observation électorale : « Le Burundi a déjà une unité chargée du désarmement qui a commencé le travail. Quant à la sécurisation des élections, les forces de défense et de sécurité ont été déployées à travers le pays, non seulement pour sécuriser les élections, mais aussi pour rechercher des armes détenues illégalement par la population civile. », a précisé le communiqué de la présidence burundaise. En ce qui concerne le respect ou non des droits de l'homme, le pouvoir burundais renvoie la balle au camp des manifestants qu'il accuse d'avoir « provoqué les forces de sécurité ».

Enfin, sur deux points sensibles comme la question du troisième mandat du président Pierre Nkurunziza et l'adoption d'un nouveau calendrier électoral consensuel, les réponses de Bujumbura ont été un peu plus fermes. « Il n'y a pas de place pour la négociation » le débat est clos, et aussi « pas question de modifier une nouvelle fois le calendrier », a martelé le même communiqué.

Depuis deux mois, plus de 100.000 Burundais ont fui les violences dans leur pays pour se réfugier dans les pays voisins. Les différentes missions souhaitées par les chefs d'Etat de l'UA, visaient à « observer ce qui se passe et à conseiller la police, s'il le faut, à promouvoir le dialogue, la paix, et aussi le respect des droits de l'Homme dans le pays », avait plaidé Smaïl Chergui.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Burundi's president inducted into office new members of electoral commission

NEWS STORY

Source: Xinhua

Burundian President Pierre Nkurunziza Tuesday swore in two new members of the National Independent Electoral Commission (CENI).

16 June 2015 - Annonciate Niyonkuru and Alice Nijimbere replace Spes-Caritas Ndironkeye and Illuminata Ndabahagamyé, who resigned earlier this month.

The two new members took their oath before the Burundian president in the presence of both chambers of the parliament and diplomats accredited to Burundi.

In their oath they swore “fidelity to the Unity Charter, to the Burundian constitution and to the law.”

They also committed to organize elections in “all independence with probity, impartiality and high sense of patriotism.”

Niyonkuru and Nijimbere, both Tutsi, respectively replace Ndironkeye, who was the CENI Vice-President, and Ndabahagamyé, who was in charge of finance and administration.

Niyonkuru is a member of the Union for National Progress (UPRONA) while Nijimbere is a member of the civil society.

On June 1, the two former members, both from the UPRONA, confirmed their resignation through separate letters sent to CENI President Pierre Claver Ndayicariye.

In their letters, they explained that “the prevailing political and security environment did not offer ideal conditions for holding elections” which are very important for the Burundian people.

With only three remaining commissioners, CENI could not make any decision as it required four out of its five commissioners to make decisions.

A new election schedule shows that legislative and communal polls will take place on June 29, the presidential election on July 15 and senatorial elections on July 24.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Burundi: Opposition claims shady government appointments included vote from MP in coma

NEWS STORY

Source: International Business Times

16 June 2015 - Burundi's opposition has claimed the appointment of two new members of the National Independent Electoral Commission (CENI) was illegally conducted.

The new members are replacing Spes-Caritas Ndironkeye, who was the CENI vice-president, and Illuminata Ndabahaganye, in charge of finance and administration, after they confirmed their resignation on 1 June stating that "the prevailing political and security environment does not offer ideal conditions" for holding elections.

It is estimated that between 60 and 70 people have died and around 150,000 civilians have sought refuge in neighbouring countries since the start of the violence on 26 April, when Burundi's ruling National Council for the Defense of Democracy (CNDD-FDD) party nominated President Pierre Nkurunziza to stand for re-election.

Opposition leaders want the president to withdraw his third-term bid, claiming it violates the country's constitution and the Arusha Accords, a peace deal that ended ethnic civil war and established the foundation for Burundi's post-conflict recovery in 2005.

But Nkurunziza's supporters argue the president's first term should be discounted as he was chosen by the Parliament and not by the people in an election as is specified in the agreement.

'Flawed' appointments?

Burundi's CENI filled two vacant committee positions, despite a boycott of the process by opposition parties, after the National Assembly and Senate – both dominated by the ruling CNDD-FDD party – overwhelmingly approved the two new election commissioners.

Annonciate Niyonkuru, the future CENI vice-president and Alice Nijimbere, both Tutsi and from the Uprona party, were approved on Friday (12 June) evening by the National Assembly and the Senate.

The opposition, however, considers the appointments to be merely the result of a show vote, while MPs claim they were flawed.

"The new members of the CENI have been appointed in a flawed manner. First, we've been told that, at the National Assembly, there was the procurement of someone who

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

had died," Frederic Banvuginyunvira, vice-president of opposition party the Front for Democracy in Burundi (known by its French acronym Frodebu), told IBTimes UK on Monday (15 June).

'Impossible' votes cast

It is alleged that Claudine Rukuki, a CNDD MP, voted for the new CENI members while "in a coma". Rukuki was a secretary on the assembly's committee on public accounts and finance, economic affairs and planning.

"She died last week. In any case, before the designation of the new members, the lady was in a coma, and someone who is in a coma can not sign a procuration. It means it was signed by someone else," Banvuginyunvira said.

Poppon Mudugu, former first secretary of the Uprona party, from the "Mukasi" branch, confirmed Rukuki had died last week after spending a month in a coma.

"She was in a vegetative state, which means she would have not been able to send a procuration or write something," the MP, who fled to Rwanda in May after the Muslim leader of minority party the Union for Peace and Democracy (UPD) Zedi Feruzi was assassinated, told IBTimes UK.

African Union to send military experts to Burundi

NEWS STORY

Source: AFP

16 June 2015 - African leaders meeting at a summit in Johannesburg on Monday agreed to send military experts to Burundi, which has been rocked by weeks of violence over the president's controversial bid for a third term.

Since surviving a coup attempt last month President Pierre Nkurunziza has faced down international pressure to reconsider his attempt to stay in power, which diplomats fear could plunge the country into war.

"We are hoping to deploy at least 50 [military experts]," the African Union's peace and security commissioner Smail Chergui told reporters.

"The mission of these people will be to observe what is happening and also to give counsel to the police if need be."

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

The unrest has left about 40 people dead and scores injured, mostly in the capital Bujumbura. More than 100 000 people have fled the violence to neighbouring countries.

Parliamentary elections are planned for June 29, ahead of the presidential poll in July.

Both polls were postponed following weeks of demonstrations that were brutally suppressed by police and a failed coup attempt by a section of the army.

The Burundi election commission on Friday approved all eight candidates who put themselves forward for the upcoming presidential poll, including Nkurunziza and his leading opponent Agathon Rwaswa.

Despite being cleared to contest the election, Rwaswa is keeping open the possibility of an opposition boycott.

Burundi: President Nkurunziza stands firm on third-term issue with EAC leaders

NEWS STORY

Source: International Business Times

16 June 2015 - Burundi President Pierre Nkurunziza stood firm on his decision to run for a third-term in office when he met with leaders of the East African Community (EAC) in Burundi on Monday 15 June.

"The fact that the EAC leaders refused to take a position means that they know that for Nkurunziza, it's a question of life or death and he will stand for office again, whether there is a blood bath or not," opposition leader Leonce Ngendakumana, told IBTimes UK.

The meeting was part of a regional effort to put an end to months of violence in the small country.

It is estimated that between 60 and 70 people have died and around 150,000 civilians have sought refuge in neighbouring countries since the start of the violence on 26 April, when Burundi's ruling National Council for the Defense of Democracy (CNDD-FDD) party nominated Nkurunziza to stand for re-election.

Opposition leaders want the president to withdraw his third-term bid, claiming it violates the country's constitution and the Arusha Accords, a peace deal that ended ethnic civil war and established the foundation for Burundi's post-conflict recovery in 2005.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

But Nkurunziza's supporters argue the president's first term should be discounted as he was chosen by the parliament and not by the people in an election as is specified in the agreement.

'Nkurunziza won't compromise'

On Monday (15 June) afternoon, eight leaders of the EAC met with the president, a group of opposition chiefs and representatives of the civil society.

The EAC delegation first met with Nkurunziza and members of the CNDD-FDD before hearing 30-strong Burundian delegation, which included the heads of the ADC, the FNL-Uprona coalition and Frodebu.

Ngendakumana, the head of the Democratic Alliance for Change (ADC Ikibiri), who was part of the delegation at the Roca Hotel in the capital Bujumbura, explained the EAC leaders told the opposition Nkurunziza was refusing to change his position on his third term.

"We met the leaders after the delegation met with the president. They explained to us the difficulties they had with Nkurunziza over the third-term question and how difficult it had been for them to take a firm position that would not compromise peace in the country," Ngendakumana said over the phone on Tuesday (16 June) morning.

After agreeing to discuss the issue surrounding his third-term mandate on 4 June – for the first time since the country was engulfed in political violence – the government said on 9 June that the third-term bid was "non-negotiable".

Opening a Burundian dialogue

The delegation said it was hoping to engage a political dialogue between Burundians, the United Nations, the African Union, the European Union and the EAC, especially regarding the issue over the third mandate.

"The EAC told us it was favouring a dialogue between Burundians to find a compromise. That's their strategy," Ngendakumana said of the three-hour long meeting.

For the politician, if none of the questions regarding the third-term, the disarmament of the country's militias, a new electoral calendar and the immediate deployment of human rights observers are resolved, there will be no election in Burundi.

The armed groups include the members of the CNDD-FDD's Imbonerakure youth wing.

"That's because it is only a number of Imbonerakure aided by some police officers who prepare the elections with arms, not the CENI. This is terrorism: there is no electoral

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

campaign except a few field visits from the CNDD-FDD with two satellite parties," Ngendakumana claimed.

"So this is what we told the EAC leaders, that we just wanted both the Constitution and the Arusha Accords to be respected, would it be in one week or two months – we just want to go forward with these elections."

According to Ngendakumana, the opposition also stated it could agree to go past the constitutional deadlines and would be ready to make a concession.

"We want elections that will help us restore peace, trust and hope in the country," he added.

During a crisis summit in Dar Es Salaam, Tanzania on 31 May, about the ongoing violence in Burundi, EAC leaders set out a list of recommendations and called for a delay of the contested elections.

This was followed on Sunday (14 June) by proposals from the AU, which were cautiously welcomed by the opposition, claiming they somewhat failed to address the issue of the third mandate.

KENYA

British jihadi killed in Kenya: report

NEWS STORY

Source: Reuters

Nairobi, 15 June 2015 - Kenya's army said it killed a regional commander from Somalia's al-Shabaab group, and possibly also a Briton who joined the militants, in fighting over the weekend.

Eleven Somali militants and two Kenyan soldiers were killed when al-Qaeda-linked al-Shabaab fighters attacked a military base in Kenya's northern coastal region of Lamu County, officials said.

Al-Shabaab confirmed the weekend attack, saying "many Kenyan soldiers were killed", without giving precise figures.

It gave no details about any al-Shabaab members killed. The group often cites a higher death toll than officials.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Among those killed was al-Shabaab's Luqman Osman Issa, also known as Shirwa, blamed for leading attacks on Kenya's Mpeketoni area a year ago in which 65 people were killed, Kenya Defence Forces spokesman Colonel David Obonyo said on Monday.

“This is a big victory for us and also a major setback for al-Shabaab because now there is no mainstream commander in the Lamu area,” he told Reuters, adding Shirwa's body was in a morgue in Mpeketoni.

He also said the dead may have included Thomas Evans, also known as Abdul Hakim, a Briton in his mid-20s who had converted to Islam aged 19 and later joined al-Shabaab.

Obonyo said data about Evans and pictures publicly available “point at him”.

“But we cannot be certain becomes sometimes looks can be deceiving. The necessary forensic investigations are being done including a DNA test I understand,” he said, adding police were carrying out the tests.

Obonyo said another man of apparently of Caucasian or Arab origin was among the dead, while the others killed appeared to be from the region.

Al Shabaab, which seeks to overthrow the Western-backed Somali government and impose its strict interpretation of Islamic law, has frequently targeted neighbouring Kenya in recent years, saying it is retaliating for Kenya's participation in an African Union peacekeeping force in Somalia.

In April, al-Shabaab militants raided a university in the northern Kenyan city of Garissa, killing nearly 150 students, and in September 2013 militants killed at least 67 people in an attack on Nairobi's Westgate shopping mall.

SOUTH SUDAN

South Sudanese rebel leader meets Tanzanian president over SPLM reunification process

NEWS STORY

Source: Sudan Tribune

16 June 2015 - South Sudan's former vice president, Riek Machar, turned leader of the armed opposition faction of the ruling Sudan Peoples' Liberation Movement (SPLM-IO),

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

has met the president of the United Republic of Tanzania, Jakaya Kikwete, over the ongoing reunification process of three factions of the ruling party in the young country.

The two leaders met on Monday on the sidelines of the African Union (AU) summit of heads of state and government in Johannesburg, South Africa.

Rebel leader's spokesman said the meeting centered on how best the Arusha intraparty dialogue on reunification could be complementing the Addis Ababa comprehensive peace process to end the civil war in South Sudan.

"The two leaders discussed how best to approach the Arusha SPLM intraparty dialogue as a complementary to the IGAD comprehensive peace process," Machar's spokesman, James Gatdet Dak, told Sudan Tribune when contacted on Monday.

He said the SPLM-IO leadership was committed to the intraparty dialogue which was addressing the root causes of the current crisis in the country in the context of the ruling party.

"You know the current national crisis started as a political crisis within the SPLM party before it developed national. If the rival party leaders can address those causes and accept SPLM transformation, reforms and leadership succession, I think they can also accept similar reforms on governance at the IGAD process," he said.

Dak stressed that the Arusha reunification process would address democracy within the disintegrated ruling party including structural, organizational and leadership issues which caused the crisis.

He however said the process was not a substitute to the IGAD peace process and should not be misinterpreted to mean "mere reinstatement" of SPLM leaders previously dismissed "unconstitutionally" by President Salva Kiir following the crisis.

The rebel leader's spokesman commended the Arusha roadmap agreement signed in January this year, describing it as a positive guiding document in resolving outstanding issues within the party.

"Our leadership believes that addressing the root causes of the conflict through the intraparty dialogue would positively reflect on the IGAD peace process," he said.

But, he added, an intraparty agreement would not be an end in itself, ruling out what he said were misinterpretations by people who thought the rebel leadership would return to Juba if an agreement was struck by the SPLM factions.

Full implementation of a reunification agreement, he further stressed, was dependent on a final peace agreement in Addis Ababa that will resolve on all outstanding issues such

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

as on governance and security arrangements and reforms outside the party's jurisdiction.

President Kikwete's ruling party of the Chama Cha Mapinduzi (CCM) has since last year been mediating between the SPLM in government (SPLM-IG) led by president Salva Kiir, SPLM-IO led by former vice president, Riek Machar and former detainees (FDs) led by former party's secretary general, Pagan Amum in trying to reunify their ranks and file.

Observers say the process is expected to be complementing to the IGAD peace process to end the 18-month long civil war in the country.

SUDAN

Le cas Omar el-Béehir souligne la faiblesse de la Cour pénale internationale»

INTERVIEW

Source: Libération (France)

Par Isabelle Hanne

16 Juin 2015 - Le président soudanais, recherché pour génocide par la Cour pénale internationale, est reparti lundi d'Afrique du Sud sans attendre que la justice ne statue sur une demande d'arrestation émise par la CPI. Phil Clark, expert en justice internationale, décrypte la situation.

Comme si de rien n'était, Omar el-Béehir a pris place dimanche après-midi, tout sourire, au premier rang des chefs d'Etat pour la photo de groupe du 25e sommet de l'Union africaine à Johannesburg. Pourtant, un tribunal sud-africain saisi par une ONG venait d'enjoindre les autorités de Pretoria à ne pas autoriser le président soudanais, poursuivi depuis 2009 pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité et depuis 2010 pour génocide par la Cour pénale internationale (CPI), à quitter le pays. Malgré l'interdiction de quitter le territoire, Omar el-Béehir a décollé ce lundi de Johannesburg, sans attendre que la Cour ne rende son jugement.

Président du Soudan depuis 1989, Omar el-Béehir a été réélu en avril avec 94% des voix, au terme d'une élection boycottée par l'opposition et critiquée à l'étranger. Pour les massacres perpétrés dans la province du Darfour, région de l'ouest du Soudan en proie aux violences depuis 2003 et où plus de 300 000 personnes sont mortes selon

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

l'ONU, El-Béchet est devenu le premier chef d'Etat en exercice sous le coup d'un mandat d'arrêt international.

Cela ne l'a pas empêché de voyager, défiant la justice internationale, même si d'habitude il évite les pays signataires du traité de Rome (qui entérine la création de la CPI). Phil Clark, professeur à la School of Orientals and Africans Studies de Londres, spécialiste des questions de justice internationale, explique pourquoi Omar el-Béchet passe entre les mailles du filet depuis tant d'années.

Pourquoi l'Afrique du Sud, signataire du traité de Rome et membre de la CPI, n'arrête-t-elle pas Omar el-Béchet ?

Il est assez peu probable que la police sud-africaine arrête El-Béchet, même si elle reçoit le feu vert de la justice du pays, parce que la volonté politique n'est pas là. El-Béchet avait déjà refusé deux invitations en Afrique du Sud, par peur justement d'être arrêté et envoyé à la CPI. Les autorités sud-africaines lui ont très probablement fourni des assurances concrètes que ça n'arriverait pas s'il se rendait au sommet de l'Union africaine. L'Afrique du Sud déclarera probablement qu'il est important de traiter tous les chefs d'Etat en visite dans le pays avec respect et hospitalité. Les autorités de Pretoria vont certainement se réfugier derrière l'Union africaine, féroce opposée à un procès d'El-Béchet à la CPI.

Le président soudanais est poursuivi par la CPI pour crimes de guerre et crime contre l'humanité depuis 2009, et pour génocide depuis 2010. En quoi ces décisions étaient-elles, alors, remarquables ?

Ces décisions ont fait date, parce que pour la première fois, la Cour a poursuivi un chef d'Etat en exercice. Jusque-là, la CPI ne s'était occupée que de leaders rebelles africains, et était accusée de ne s'en prendre qu'au menu fretin. L'inculpation d'Omar el-Béchet a aussi marqué la première accusation d'un individu, par la CPI, de génocide, la plus lourde de son mandat.

Pourquoi, des années plus tard, le président soudanais est-il toujours libre ?

Le cas Omar el-Béchet souligne la faiblesse intrinsèque de la CPI. Celle-ci peut enquêter sur des crimes et émettre des mandats d'arrêts, mais dépend des gouvernements de chaque pays pour faire ces arrestations. Le gouvernement soudanais a refusé de coopérer avec la CPI depuis le premier jour, notamment en empêchant ses enquêteurs de mettre un pied dans le pays. Toutes les investigations de la Cour pénale internationale sur les crimes du Darfour ont été conduites à distance, surtout grâce à des informations récoltées auprès des Darfouris qui ont fui le pays. Par conséquent, même si, un jour, le dossier Omar el-Béchet fait son chemin jusqu'à La

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Haye, il n'y a aucune garantie que les preuves contre lui soient assez fortes pour assurer sa condamnation. La leçon pour les cas du Soudan et du Kenya [en décembre, la CPI a abandonné les charges contre le président kényan Uhuru Kenyatta pour les violences ethniques post-électorales de 2007-2008, ndlr], c'est que si les gouvernements concernés veulent interférer avec le travail de la Cour pénale internationale, ils le peuvent.

Comment l'ONU se positionne-t-elle pour le cas EI-Bécher ?

Ce cas montre également la faiblesse des Nations unies dans son accompagnement de la CPI. La mission de maintien de paix de l'ONU au Darfour a été très claire dès le départ sur le fait qu'elle n'aiderait pas activement la Cour : l'ONU ne peut intervenir dans un pays qu'avec l'accord du pays hôte. L'organisation a reconnu qu'aider la CPI pourrait agacer le gouvernement soudanais et mettre en danger la mission, voire l'exclure du pays. Alors que le Conseil de sécurité de l'ONU informait la CPI de la situation sur place, les Nations unies refusaient d'aider la CPI dans ses enquêtes ou ses arrestations — une plainte que la procureure de la CPI a soulevée dans chacun de ses rapports annuels au Conseil de sécurité.

U.N. denies peacekeepers held hostage as Sudan's Bashir left South Africa**NEWS STORY**

Source: Reuters

By Michelle Nichols; Editing by Toni Reinhold

United Nations, 17 June 2015 - The United Nations on Tuesday denied a media report that Sudanese troops held South African peacekeepers in Darfur hostage so Sudanese President Omar al-Bashir could leave South Africa and avoid being arrested to face genocide charges.

Bashir, who was due to attend an African Union summit in Johannesburg, left South Africa on Monday in defiance of a Pretoria court that later said he should have been arrested to face charges at The Hague-based International Criminal Court.

"South Africa currently has 802 members of an infantry battalion deployed in Kutum, Malha and Mellit team sites in North Darfur. We can confirm that the mission's South African troops were not held hostage or under any threat as reported in the media," U.N. spokesman Farhan Haq said in a statement.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

South Africa's government let Bashir leave unhindered. South African website News24 reported on Tuesday that Sudanese troops had surrounded South African peacekeepers in the western region of Darfur until Bashir returned to Khartoum.

The ICC issued arrest warrants for Bashir in 2009 and 2010, accusing him of masterminding genocide and other atrocities in his campaign to crush a revolt in the Darfur region, a conflict that killed as many as 300,000 people, the United Nations has said.

A joint African Union-United Nations Mission (UNAMID) has been deployed in Darfur since 2007 with a mandate to stem violence against civilians.

Law and order have collapsed in much of Darfur, where mainly non-Arab rebels took up arms in 2003 against the Arab-led government in Khartoum, accusing it of discrimination.

TANZANIA

Tanzania's former UN top female official vies for presidency

NEWS STORY

Source: Xinhua

Dar Es Saalam, 16 June 2015 - Former Deputy Secretary-General of the United Nations Asha-Rose Migiro on Monday collected presidential nomination forms, bringing to four the number of females in Tanzania eyeing for the highest post under the ruling party Chama Cha Mapinduzi (CCM).

"It is now time for women to lead Tanzania," Migiro said shortly after she had collected the forms in the East African country's political capital Dodoma.

Accompanied by her husband Cleophas Migiro, the former diplomat paid tribute to CCM for what she described as promoting democracy for allowing its members to vie for the presidency.

Other female members of the ruling party who have collected the presidential nomination forms are renowned scientist Mwele Malecela, diplomat Amina Ali Salum and former minister Monica Mbega.

Tanzania's general election will be held on October 25.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

"My working with the UN has given me enough experience to lead this country," said Migiro who had also worked as the country's Minister for Foreign Affairs and International Cooperation.

"I am looking forward to delivering the best leadership should my party approve my nomination," she said.

Asha-Rose Migiro, born in Tanzania's Songea on 9 July 1956, took office as Deputy Secretary-General of the UN in February 2007 and was the third Deputy Secretary-General to be appointed since the post was established in 1997.

She served as Minister of Foreign Affairs and International Cooperation from 2006 to 2007, the first woman in Tanzania to hold that position since its independence in 1961.

Before that, she was Minister for Community Development, Gender and Children for five years.

As Foreign Minister, Migiro spearheaded Tanzania's engagement in the pursuit of peace, security and development in the Great Lakes region.

She served as Chair of the Council of Ministers' meetings of the International Conference of the Great Lakes Region, a process that culminated into a pact on security, stability and development in the Great Lakes Region.

Migiro was also Chair of the Southern African Development Community (SADC) Ministerial Committee of the Organ on Politics, Defense and Security Cooperation and President of the United Nations Security Council during its open debate on peace, security and development in the Great Lakes region.

Apart from the four women, more than 25 male members of CCM, including Prime Minister Mizengo Pinda and two former Prime Ministers, have picked forms seeking nomination to vie for the presidency.

Incumbent President Jakaya Kikwete will end his second five- year-term in October and the country's constitution does not allow him to run for the third term.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Tanzanie : déjà 36 candidats au sein du parti au pouvoir pour succéder à Kikwete

NEWS STORY

Source: VOA

La dernière candidature en date est celle de la ministre de la Justice Asha-Rose Migiro qui s'est ajoutée au nombreux cadres du Chama Cha Mapinduzi (CCM) .

17 Juin 2015 - Les 36 candidats attendent d'être investis pour se présenter au nom du parti à la présidentielle du 25 octobre en lieu et place du président Jakaya Kikwete.

De grosses pointures du partis sont comptés parmi les candidats à l'investiture dont le vice-président de la République Mohamed Bilal, le Premier ministre Mizengo Pinda, le ministre des Affaires étrangères Bernard Membe, ainsi que les anciens Premiers ministres Edward Lowassa et Frederick Sumaye.

La Constitution interdit au président Jakaya Kikwete, qui achève son second mandat à la fin de l'année, de briguer un autre mandat.

Mme Migiro, ancienne secrétaire générale adjointe des Nations unies, a déclaré, à la télévision publique qu'elle voudrait continuer à appliquer son programme politique.

Charles Makongoro Nyerere, le fils du premier président du pays en 1964, Julius Nyerere, ainsi qu'Ali Karume, le fils du premier président de l'archipel semi-autonome de Zanzibar, ont eux aussi décidé de tenter leur chance.

Les dirigeants des principaux partis de l'opposition tanzanienne ont également commencé leur processus de nomination.

Ibrahim Lipumba, chef du Front civique uni (CUF), qui détient 35 sièges sur 357 au Parlement et qui participe à la coalition qui dirige Zanzibar, a annoncé son intention de se présenter à l'investiture unique de l'opposition.

Le Chadema (Parti pour la démocratie et le développement), le CUF, la Convention nationale pour la construction et la réforme (NCCR) et la Ligue nationale pour la démocratie (NLD) s'étaient accordés en octobre dernier à présenter un seul candidat en octobre 2015.

Les listes des candidats aux législatives et à la présidentielle seront publiées par la Commission nationale électorale (NEC) le 21 août et la campagne électorale démarrera le lendemain pour se terminer le 24 octobre, selon le calendrier établi par la NEC.